

(Chapter for a book in preparation by VIDEO-TIERS-MONDE, following a conference on the theme of "Alternative Communication: Alternative Development", held in Montreal, June 1990 - see attached press clipping)

Réussites et échecs des télévisions alternatives

Clement Trudel

LE DROIT à la communication est un « droit des peuples »; il n'est pas dit que la mise sous le boisseau, par l'Unesco, du rapport McBride — *Plusieurs voix, un monde* — signifie la fin des tentatives pour obtenir un plus juste équilibre dans le monde des communications, estime Marc Raboy, participant au colloque « Communication alternative - Alternatives de développement », qui vient de se dérouler à Montréal.

L'analyste s'exprimait au nom de l'Union for Democratic Communication. Pas question de « lever le drapeau blanc » face à la « marchandisation » des réseaux de communication, souligne M. Raboy qui vise davantage les chaînes de télévision

mais n'exclut pas de sa mise en garde l'ensemble des médias. Marc Raboy suggère de tenir compte davantage, comme le fait la Déclaration de Harare (octobre 1989), de « l'écologie culturelle », des « forces émergentes à la recherche de leur émancipation culturelle », maintenant que le débat ne porte plus tellement sur les enjeux retenus par les États ou les gouvernants mais sur les aspirations des gens de la base.

À l'invitation de Vidéo Tiers-Monde, près de 80 délégués de télévisions communautaires, de coopérants, de vidéastes et de militants d'ONG (organisations non gouvernementales) ont passé deux jours à faire le bilan de leurs réussites et de leurs échecs. De cette rencontre publique semble se dégager un consensus pour former une structure souple, pour susciter un genre de « front

international » pour mieux faire progresser la démocratisation des moyens de communication.

La route n'est pas toujours facile, comme l'a rappelé Rosemarie Kupfana, de la Inuit Broadcasting Corporation (IBC), un organisme sur le point de s'affaïsser, dit-elle, en raison des compressions budgétaires décidées par Ottawa. La disparition de l'IBC ou les contraintes inhérentes au « temps loué » à CBC, jouera forcément au détriment des 25 000 Inuit qui tentent de préserver leur « société distincte ». L'IBC dessert un public largement unilingue. Elle craint d'être acculée à fermer des centres de production.

Plus encourageante semble la conjoncture au Brésil. Une chaîne de télévision comme TVT (Télévision des travailleurs) occupe un créneau dans la région la plus industrialisée

du pays, le triangle ABC (entre Sao Andres, Sao Bernardo et Sao Caetano) à l'est de Sao Paulo où l'on recense 1100 entreprises. La journaliste Regina Festa annonce qu'une deuxième mobilisation des travailleurs est en cours pour forcer l'État à concéder un « canal communautaire » dans un paysage audiovisuel entièrement sous la coupe de réseaux privés, si l'on excepte les États qui ont charge de chaînes éducatives.

Jusqu'à demain, à la permanence de Vidéo Tiers-Monde, la plupart des invités étrangers s'affairent à approfondir une stratégie visant à obtenir que, publique ou privée, la télévision reconnaisse dans les faits son mandat de « service public » ouvert au pluralisme des points de vue et donnant la parole aux groupes minoritaires critiques.